

ÉDUCATION

ÉCOLES PRIVÉES

CAHIER THÉMATIQUE G > LE DEVOIR, LES SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 SEPTEMBRE 2014



Aide au transport scolaire : les coupes font très mal aux écoles en région
Page G 6



Choisir son école : les éléments à surveiller lors des portes ouvertes
Page G 9



JEAN-LOUIS DESROSIERES COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS

LES DÉFIS DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Comment financer l'« École de demain » ?

CLAUDE LAFLEUR

« **J'** ai 56 ans, indique celui qui dirige par ailleurs le Collège Bourget, à Rigaud. Lorsque j'étais jeune et que je suis entré à l'école secondaire, en 1970, c'était un lieu d'épanouissement personnel; j'y avais mes amis et faisais des tas d'activités... Mais voilà qu'aujourd'hui, les élèves trouvent tout cela ailleurs. Comment donc inscrire l'école au cœur de leur vie? »

Le monde a bien changé, poursuit Jean-Marc St-Jacques, puisqu'à son époque, organiser un voyage en Europe, c'était partir à la découverte du monde. « Aujourd'hui, dit-il, si on propose aux élèves de découvrir le Vietnam, certains y sont déjà allés! On ne peut même plus enseigner comme on le faisait il y a vingt ans à peine puisque les jeunes n'apprennent plus de la même façon, ils ne sont pas stimulés de la même manière. Pour cette raison, nous avons amorcé un chantier de réflexions sur l'École de demain. »

L'École de demain

Si ce n'était de la question du financement, M. St-Jacques estime que l'enjeu de l'heure serait: comment faire en sorte que l'école réponde aux besoins des élèves au regard des responsabilités auxquelles ils auront à faire face dans dix ou vingt ans? « Les jeunes que nous avons dans nos écoles seront les leaders de 2040, fait-il remarquer. Il faut donc les outiller, leur donner une connaissance de base, les rendre aptes à communiquer en français, en anglais et dans une autre langue, les habiliter à travailler en équipe, etc. Mais comment fait-on cela en voyant que leur motivation vis-à-vis de l'école diminue, celle-ci n'étant plus

« **L'école de demain fait face à une foule d'enjeux. De quelle sorte de professeurs a-t-on besoin? Quel type de direction doit-on exercer? Devrait-on décloisonner les cours? Quelle place doit occuper l'informatique dans tout cela? Quels liens établir avec la communauté? »**

Jean-Marc St-Jacques, président de la FEPP et directeur général du Collège Bourget

pour eux le lieu premier de leur épanouissement? »

On dit souvent que l'école doit préparer au marché du travail, poursuit le président de la FEPP. « C'est vrai, mais pas tout à fait », dit-il. De fait, il ne s'agit pas pour l'école de montrer aux élèves comment effectuer tel ou tel travail puisque, dans dix ou vingt ans, les choses se feront probablement différemment. « Il faut plutôt les outiller afin qu'ils soient en mesure d'acquiescer sans cesse de nouvelles formations », indique M. St-Jacques. À ce défi s'ajoute le fait que les élèves sont attirés par une foule de possibilités en dehors de l'école.

« En conséquence, dit-il, l'école de demain fait face à une foule d'enjeux. De quelle sorte de professeurs a-t-on besoin? Quel type de direction doit-on exercer? Devrait-on décloisonner les cours? Quelle place doit occuper l'informatique dans tout cela? Quels liens établir avec la communauté? »

Par conséquent, la Fédération des établissements d'enseignement privés a amorcé une vaste réflexion sur l'École de demain afin de s'assurer que celle-ci demeure un lieu pertinent. Mais le secteur privé, comme le public, fait en même temps

face à de sévères coupes budgétaires... quoi qu'en dise le ministre de l'Éducation.

Émulation entre le privé et le public

Jean-Marc St-Jacques rapporte en effet que le gouvernement a légèrement augmenté le montant de base qu'il octroie aux écoles privées pour chaque élève qu'elles forment, « ce qui permet au ministre d'affirmer qu'on ne nous a pas coupés », dit-il. Toutefois, ce même gouvernement a sabré une foule de subventions.

Ainsi, indique le directeur du Collège Bourget, une institution comme la sienne recevait une subvention de 15 à 20\$ par élève pour l'orientation scolaire qui a été coupée. « On avait aussi une subvention pour faire face aux problèmes de toxicomanie: enlevée, dit-il. On avait une subvention pour accueillir des stagiaires: enlevée également... C'est comme ça qu'on a grugé de partout et c'est ce qui fait qu'au bout du compte, cette année, nous recevons moins d'argent par élève que l'an passé. »

De surcroît, le gouvernement éliminera d'ici deux ans toute subvention au transport scolaire, « ce qui fait très, très mal aux écoles

en région, rapporte M. St-Jacques. Cela fragilise énormément l'enseignement privé. »

En fait, si on compare le financement d'aujourd'hui à celui d'il y a cinq ans, et compte tenu du coût de la vie, « le montant qu'on reçoit est d'environ 500\$ de moins par élève, ce qui commence à faire très mal, dit-il. Et si seulement on en restait là, mais on nous dit que l'an prochain, ce sera encore pire! » lance M. St-Jacques, plutôt découragé.

Pourtant, l'école privée est source d'émulation pour l'école publique, et vice versa, fait-il remarquer. En effet, pour « concurrencer » les écoles privées, on voit le système public créer des écoles et des programmes particuliers: programmes internationaux, écoles à vocation sportive ou artistique, etc. « C'est un fait reconnu que le réseau privé amène l'innovation dans le réseau public qui, à son tour, appelle le réseau privé à innover », rapporte M. St-Jacques.

Il relate en outre que des recherches ont montré que les provinces où l'enseignement privé est subventionné sont les régions où l'ensemble des élèves obtient les meilleurs résultats aux tests internationaux. « L'hypothèse des chercheurs est qu'il y a justement émulation entre les deux systèmes », fait-il valoir.

Récemment, le directeur d'un établissement d'Ontario lui confiait « grandement apprécier les Québécois dans ses classes puisque ceux-ci sont bien formés, ils travaillent bien en équipe, ils ont des méthodes de travail, possèdent une culture générale plus vaste, etc. On a une très bonne réputation en éducation, dit-il fièrement, et je pense qu'on doit maintenir un réseau où il y a émulation entre le privé et le public puisque, en fin de compte, ensemble, on est meilleur! »

Collaborateur
Le Devoir

ÉCOLES PRIVÉES

PORTRAIT DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

La majorité des écoles sont sans but lucratif

Loin d'être homogène, l'école privée est multiple et contrastée. S'il est parfois tentant de croire que ses élèves n'y font que participer à une course effrénée à la performance, en y regardant de plus près on constate qu'elle répond à de nombreux besoins et que sans elle, le paysage éducatif ne serait pas tout à fait le même. Petit portrait de l'enseignement privé au Québec.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

D'emblée, il est important de bien définir ce qu'est une école privée. Elle est d'abord autonome et ne fait pas partie d'une commission scolaire, elle relève donc directement du ministère de l'Éducation. Bien souvent, l'école n'a de privé que son nom puisque la majorité des établissements sont en fait des organismes à but non lucratif ou même des coopératives de parents et d'enseignants. Quand ceux-ci se définissent « à but lucratif », ils n'ont alors pas accès aux subventions.

La Fédération des établissements d'enseignement privés, la FEEP, regroupe 190 établissements partout au Québec. Dans des classes de niveau préscolaire, primaire et secondaire, ces écoles accueillent 112 000 des 125 000 élèves qui fréquentent le privé chaque année et qui représentent 12% de la population scolaire du Québec. « Nous représentons principalement les écoles privées fran-

cophones et quelques écoles anglophones », explique Jean-Marc St-Jacques, président de la FEEP et directeur général du Collège Bourget.

La plupart des écoles privées qui existent aujourd'hui ont été fondées dans le courant du XX^e siècle et principalement entre 1940 et 1980. Durant cette période, le Québec connaissait une forte croissance démographique et l'éducation devenait de plus en plus accessible et obligatoire. Si à l'origine, la plupart des établissements étaient détenus par des communautés religieuses, aujourd'hui, ces mêmes immeubles sont cédés pour être gérés par des laïcs.

Pourquoi choisir le privé?

On choisit l'école privée pour différentes raisons, mais ce qu'on entend souvent c'est qu'on envoie ses enfants au privé pour qu'ils profitent d'un meilleur encadrement que dans le secteur public. M. St-Jacques nuance cette affirmation en précisant que « les éta-



MICHAEL BRYANT ASSOCIATED PRESS

Dans les écoles où ont lieu des examens d'admission, un sondage de la FEEP qui date de 2010 mentionne que 76,4% des élèves qui se sont présentés aux examens ont été acceptés dans l'école de leur choix.

blissements privés étant autonomes, ils peuvent rapidement réagir aux besoins exprimés par les parents et les élèves, les analyser et même changer l'organisation de l'école. Par exemple, si l'on constate que plusieurs élèves éprouvent des difficultés en mathématiques, on peut rapidement mettre sur pied un cours d'appoint pour leur assurer le succès. C'est ce qui plaît aux parents. On a un lien de partenariat et de collaboration très fort avec eux. Dans ce contexte, au-delà du suivi et de la surveillance, on communique et on réagit immédiatement.

On choisit l'école privée pour ses valeurs, pour ses traditions: « Quand on entre dans un établissement, il y a un esprit qui anime le lieu, on sent que le personnel fait équipe autour d'un projet commun. Ça relève aussi de notre autonomie; quand vient le temps de choisir un enseignant, on s'assure que ses valeurs s'accordent au projet de la maison et on a le temps de se former ensemble », soutient M. St-Jacques. Il n'est pas rare de voir des enseignants du

privé faire toute leur carrière dans une même école. Finalement, l'école privée est aussi reconnue pour les services qui y sont offerts et pour le bon entretien de ses équipements. Jean-Marc St-Jacques ajoute: « Le fait qu'on soit fier de nos établissements fait en sorte qu'il s'y développe un fort sentiment d'appartenance. Le grand nombre d'activités parascolaires attire les enfants et ils ne veulent plus quitter l'école! »

Ça coûte cher, le privé?

Oui et non. La réponse n'est pas la même pour tous les établissements. Par exemple, il existe des établissements privés d'adaptation scolaire qui sont complètement gratuits. Ailleurs, on observe des différences importantes entre les écoles, et les frais d'inscription peuvent facilement passer du simple au double. À ces frais peuvent s'en ajouter d'autres pour le costume, la cantine et d'autres frais afférents. Cependant, en faisant une moyenne, le coût tourne autour de 3000\$ par an pour un enfant québé-

cois qui étudie dans un établissement subventionné.

Au Québec, les subventions gouvernementales couvrent de 40% à 50% des coûts des écoles privées. Mais compte tenu des compressions gouvernementales qui ont lieu depuis les cinq dernières années, les établissements privés doivent redoubler d'imagination pour aller chercher de nouvelles sources de financement: « Plusieurs écoles ont maintenant des fondations qui les aident à assurer leur fonctionnement. D'autres moyens sont mis en place afin de s'assurer des revenus supplémentaires, par exemple la location des équipements sportifs des écoles privées aux municipalités ou encore la mise sur pied de camps de vacances. » Cette année, les compressions dans le transport scolaire font très mal aux écoles privées en région (voir autre texte).

Le privé, c'est pour qui?

Contrairement à la croyance générale, ce ne sont pas tous les établissements qui font pas-

ser des examens d'admission. Ce qui signifie que certaines écoles accueillent tous les élèves qui le désirent. Dans les écoles où ont lieu des examens d'admission, un sondage de la FEEP qui date de 2010 mentionne que 76,4% des élèves qui se sont présentés aux examens ont été acceptés dans l'école de leur choix. Le même sondage nous apprend que dans plus de la moitié des écoles secondaires privées, 5% des élèves accueillis sont en situation de retard scolaire.

La place du privé

M. St-Jacques affirme que le privé a un rôle de partenariat avec le public: « On fait de bons coups qui tirent le secteur public vers l'avant, et l'inverse est aussi vrai. Il y a une émulation entre les deux réseaux et ça vient réaffirmer une chose importante, qui est que l'école ne peut pas être partout pareille au Québec. Il y a un curriculum national, mais l'école doit adapter les services qu'elle offre en fonction des élèves qu'elle reçoit. Si on veut réduire les iniquités et les inégalités, l'école doit offrir des services en conséquence. Le réseau privé réaffirme que l'école ne peut pas rester figée, elle doit évoluer tout en tenant compte des besoins des jeunes et des besoins de la société. Aujourd'hui, mais aussi dans 10, 20 ou 30 ans. »

Le débat fait rage présentement sur le financement du privé et il risque de perdurer encore longtemps avec le dépôt d'une étude commandée par la Fédération des commissions scolaires qui conclut que « si le gouvernement vise l'amélioration de l'efficacité du système d'éducation au Québec, il doit favoriser le retour des élèves du réseau scolaire privé au réseau scolaire public en diminuant les subventions au réseau scolaire privé ». Ce à quoi répond M. St-Jacques: « Nous faisons des représentations auprès du gouvernement pour qu'une véritable étude soit faite sur le financement réel du privé pour qu'on sache enfin ce qu'il en est. Il y a certainement des balises qui existent afin de faire un comparable juste et équitable. Ce qu'on sait c'est que ce n'est pas en déterrants la hache de guerre qu'on va aider le système d'éducation québécois. Tant que le débat portera sur le financement, on ne parlera pas des moyens d'assurer les services aux élèves et on laissera passer les compressions en éducation, qui sont bel et bien des compressions quoi qu'en dise le ministre de l'éducation actuel. »



PAOLA DE ANGELIS, FEEP

Jean-Marc St-Jacques, président de la Fédération des établissements d'enseignement privés et directeur général du Collège Bourget



LE LEADERSHIP au cœur de nos programmes

À Villa Maria, nous croyons fermement que chaque personne devrait avoir la chance de s'affirmer et de s'épanouir.

Voilà ce qui rend notre milieu d'éducation si exceptionnel. Villa Maria incite les filles à la réussite scolaire, développe leur estime de soi et les prépare à réaliser leurs rêves.

Intrigués? Venez découvrir nos nouveaux programmes conçus pour favoriser l'apprentissage et le développement personnel des filles... car Villa Maria, c'est l'expérience au féminin.

PORTES OUVERTES – SECTEUR FRANÇAIS

Samedi 20 septembre, de 11 h à 16 h
Mardi 23 septembre, de 16 h à 19 h

PORTES OUVERTES – SECTEUR ANGLAIS

Samedi 27 septembre, de 11 h à 16 h
Mardi 30 septembre, de 16 h à 19 h

VILLA MARIA

Filles d'ici. Femmes du monde.



ALLEZ VOIR CE QUE NOS ÉLÈVES DISENT DE LEUR ÉCOLE
www.villamaria.qc.ca

4245, boul. Décarie, Montréal • 514 484-4950

Collaboratrice
Le Devoir

ÉCOLES PRIVÉES

Quand le privé vient en aide aux élèves en difficulté

CLAUDE LAFLEUR

C'est un mythe de croire que les écoles privées n'enseignent qu'aux meilleurs élèves, laissant au public les cas les plus lourds. « Si nos 110 000 élèves étaient tous des p'tits génies, je ne serais vraiment pas inquiet pour l'avenir du Québec! » lance à la blague Jean-Marc St-Jacques, président de la Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP). Celle-ci regroupe 190 écoles privées fréquentées par 110 000 élèves du primaire et du secondaire.

Contrairement à la croyance populaire, il n'y a qu'une poignée d'écoles privées qui recrutent les meilleurs élèves, alors que bon nombre d'autres, particulièrement en région, font face à une pénurie d'élèves due à la dénatalité. « Plusieurs écoles font passer des tests de classement afin de voir où se situe chaque élève, ce qui n'est vraiment pas la même chose », relate Nancy Brousseau, directrice générale de la FEEP.

Le fait est que la majorité des écoles privées manquent d'élèves et qu'elles ont donc tendance à accueillir tous ceux et celles qui frappent à leurs portes.

Des écoles privées pour élèves en difficulté

« Dans les faits, indique M^{me} Brousseau, environ 10% des élèves inscrits au privé ont des besoins particuliers (alors que c'est deux fois plus dans le secteur public). Il y a des écoles qui en ont très peu, mais d'autres qui peuvent en compter jusqu'à 40% », précise-t-elle. Certaines écoles s'en font même une spécialité.

« On dit parfois que, dans



Nancy Brousseau, la directrice générale de la Fédération des établissements d'enseignement privés

PAOLA DE ANGELIS, FEEP

une école privée, lorsqu'un élève ne fait pas l'affaire, on l'expulse, enchaîne M. St-Jacques. Or,

je ne connais pas beaucoup d'écoles qui ont les moyens de faire cela!»

En réalité, toute école privée signe un « contrat de services éducatifs » avec les pa-

rents, ce qui l'oblige à prendre les moyens possibles pour la réussite de chaque élève. « On

a l'obligation de résultats, poursuit-il, puisque si les parents ne nous choisissent plus, nous disparaîtrons!»

L'école privée a par contre l'avantage d'être très flexible, ce qui lui permet de s'adapter aux besoins des élèves. M. St-Jacques, qui dirige le Collège Bourget, à Rigaud, parle d'expérience. « Si je me rends compte qu'il y a des élèves qui ont des difficultés en mathématique ou en histoire, je puis rapidement mettre sur pied des cours de rattrapage ou une formation mieux adaptée afin d'amener tout le monde à la réussite. »

École pour tout genre d'élèves

En outre, l'une des caractéristiques du privé, énonce Nancy Brousseau, est la grande diversité des écoles. « Il y a toujours une école adaptée pour un élève donné », dit-elle.

Par exemple, certaines écoles offrent d'échelonner la 1^{re} et la 2^e secondaire sur trois ans, dit-elle. D'autres offrent des classes ayant un maximum de vingt élèves et dirigées par un professeur titulaire – comme au primaire.

« Voilà pourquoi nous revendiquons notre autonomie, déclare M^{me} Brousseau, ce qui fait qu'on peut s'adapter à toute clientèle et que chaque école privée diffère des autres. On a 190 écoles au Québec, partout en région, et certaines se donnent comme couleur locale d'aider les élèves en difficulté. Ce sont des écoles qui savent quoi faire avec les élèves qui connaissent un retard. »

Collaborateur
Le Devoir

COLLÈGE STANISLAS
MONTRÉAL ♦ QUÉBEC
depuis 1938

PORTES OUVERTES

MONTRÉAL **QUÉBEC**

4 OCTOBRE **18 OCTOBRE**
DE 10 H À 16 H **DE 10 H À 16 H**
DE LA MATERNELLE 4 ANS DE LA MATERNELLE 3 ANS
JUSQU'À LA FIN DU COLLÉGIAL JUSQU'À LA FIN DU SECONDAIRE

Examen d'admission:
18 octobre

QUÉBEC
25 ans déjà!

LE MONDE VOUS ATTEND!

SUIVEZ-NOUS!
f t You Tube

stanislas.qc.ca

780, BOULEVARD DOLLARD, OUTREMONT, MONTRÉAL ▶ 514.273.9521
1605, CHEMIN SAINTE-FOY, QUÉBEC ▶ 418.527.9998

RÉSEAU SCOLAIRE UNIQUE AU MONDE
CONSTITUÉ DE 480 ÉTABLISSEMENTS
IMPLANTÉS DANS 130 PAYS

aefe

ÉCOLES PRIVÉES

L'école privée sous forte pression

Les enseignants doivent constamment s'adapter aux changements

CLAUDE LAFLEUR

Les temps sont durs pour les écoles privées, ce qui rend la tâche des enseignants très ardue, relatent Stéphane Lapointe et Caroline Quesnel, à la tête des deux grands regroupements de syndicats du secteur (CSQ et CSN).

«L'enseignement privé a subi une réduction budgétaire d'environ 3% de la part du gouvernement du Québec, ce qui fait très mal», rapporte M. Lapointe. Il y a en plus la baisse démographique qui fait qu'en région, plusieurs de nos écoles ont de la difficulté à recruter des élèves.»

«Ce n'est pas une période facile pour le privé, et ce, pour plusieurs raisons, confirme M^{me} Quesnel. Il y a d'une part le creux démographique, qui touche davantage les régions que Montréal et qui mène, dans les cas les plus déplorables, à des fermetures d'écoles. Le second facteur auquel on fait face, poursuit-elle, ce sont les coupes budgétaires. Et nous dénonçons les compressions du budget en éducation — que ce soit au privé ou au public —, d'autant plus qu'elles sont récurrentes.»

La représentante syndicale cite ainsi trois fermetures d'écoles privées survenues ces dernières années, dont celle du Collège Antoine-Girouard, à Saint-Hyacinthe, «un collège qui avait pourtant plus de 200 ans d'existence et qui était bien ancré dans son milieu», souligne-t-elle.

«Évidemment, personne ne va inscrire sur son site Web que ça ne va pas très bien chez lui, poursuit-elle, mais c'est une réalité. Et nous, en tant que syndicat, ça nous préoccupe énormément.»

De fait, non seulement les syndicats tentent-ils d'apporter une aide concrète aux directions d'école, mais les enseignants acceptent même des baisses de salaire!

Des profs sous pression

Pour se démarquer et survivre, les écoles privées cherchent sans cesse à présenter aux clients-parents «des plus values», rapporte Stéphane Lapointe, dont des installations sportives dernier cri, l'enseignement à l'aide des technologies les plus modernes, de nouvelles approches pédagogiques, etc.

«Tout cela fait en sorte que nos personnels sont constamment en situation de changement, dit-il, et c'est l'un des gros défis qu'ils ont à relever jour après jour.» M. Lapointe préside la Fédération du personnel de l'enseignement privé (FPEP), rattachée à la CSQ et qui comprend des syndicats dans 42 établissements privés.

Qui plus est, les enseignants du privé font face à ces changements continus sans bénéficier des ressources appropriées, «puisque, justement, les directions d'école font généralement face à de sévères contraintes budgétaires, indique le représentant syndical. On demande toujours plus aux enseignants sans leur fournir d'aide.»

L'école privée se voulant à la fine pointe de ce qui se fait en matière d'éducation, elle cherche sans cesse à implanter les nouvelles technologies en classe, dont les tablettes électroniques et l'enseignement avec les ordinateurs portables. «Mais voilà qui fait beaucoup de mal à notre autonomie professionnelle», indique M. Lapointe.

Il explique en effet que les professeurs «sont des professionnels qui utilisent les méthodes d'en-

seignement avec lesquelles ils sont à l'aise. Et c'est important qu'ils soient à l'aise devant leurs élèves, puisque cela les rend plus aptes à prodiguer un enseignement de grande qualité». Tout enseignant doit donc être «à l'aise avec sa façon d'enseigner et avec ses outils», souligne M. Lapointe, mais cette autonomie professionnelle est souvent mise à mal par les changements technologiques et pédagogiques qu'on lui impose.

On a aussi beaucoup augmenté la charge administrative du personnel scolaire — entrée de notes, dépôt de documents, informatisation —, ce qui fait que celui-ci manque de temps pour les autres tâches. De surcroît, les élèves et les parents échangent maintenant avec le personnel via des portails électroniques, ce qui accroît d'autant la charge de travail. «Certains enseignants se sentent obligés d'être disponibles pratiquement 24 heures sur 24, sept jours par semaine!», lance Stéphane Lapointe.

«C'est dire que la charge et la réorganisation incessante du travail sont des aspects majeurs des conditions de travail qui nous préoccupent, indique-t-il. Et nous demandons donc aux écoles de nous accorder en conséquence du temps de formation et de mise à jour», conclut M. Lapointe.

L'école privée se voulant à la fine pointe de ce qui se fait en matière d'éducation, elle cherche sans cesse à implanter les nouvelles technologies en classe, dont les tablettes et les ordinateurs portables

Des syndicats au secours de leur école

De son côté, Caroline Quesnel rapporte qu'étant donné les difficultés financières des écoles privées, les enseignants acceptent de réduire leur salaire, et ce, année après année, afin de contribuer concrètement à la survie de leur école. «Et je ne parle pas ici que d'une école ou deux, mais bien de plusieurs écoles, surtout en région», insiste-t-elle. Elle fait valoir que les enseignants sont les premiers intéressés à garder les collèges ouverts et à préserver ainsi leur emploi.

M^{me} Quesnel est vice-présidente du Regroupement privé de la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ), rattachée à la CSN et qui regroupe les syndicats de 38 établissements privés.

Elle poursuit en disant que la «réalité des collèges en difficulté» est si réelle que son regroupement outille les syndicats en place afin de les aider à trouver des solutions, de mettre sur pied des plans de relance ou des plans de marketing, etc. «On offre même gratuitement les services de MCE Conseils, un groupe indépendant de conseils financiers», rapporte-t-elle.

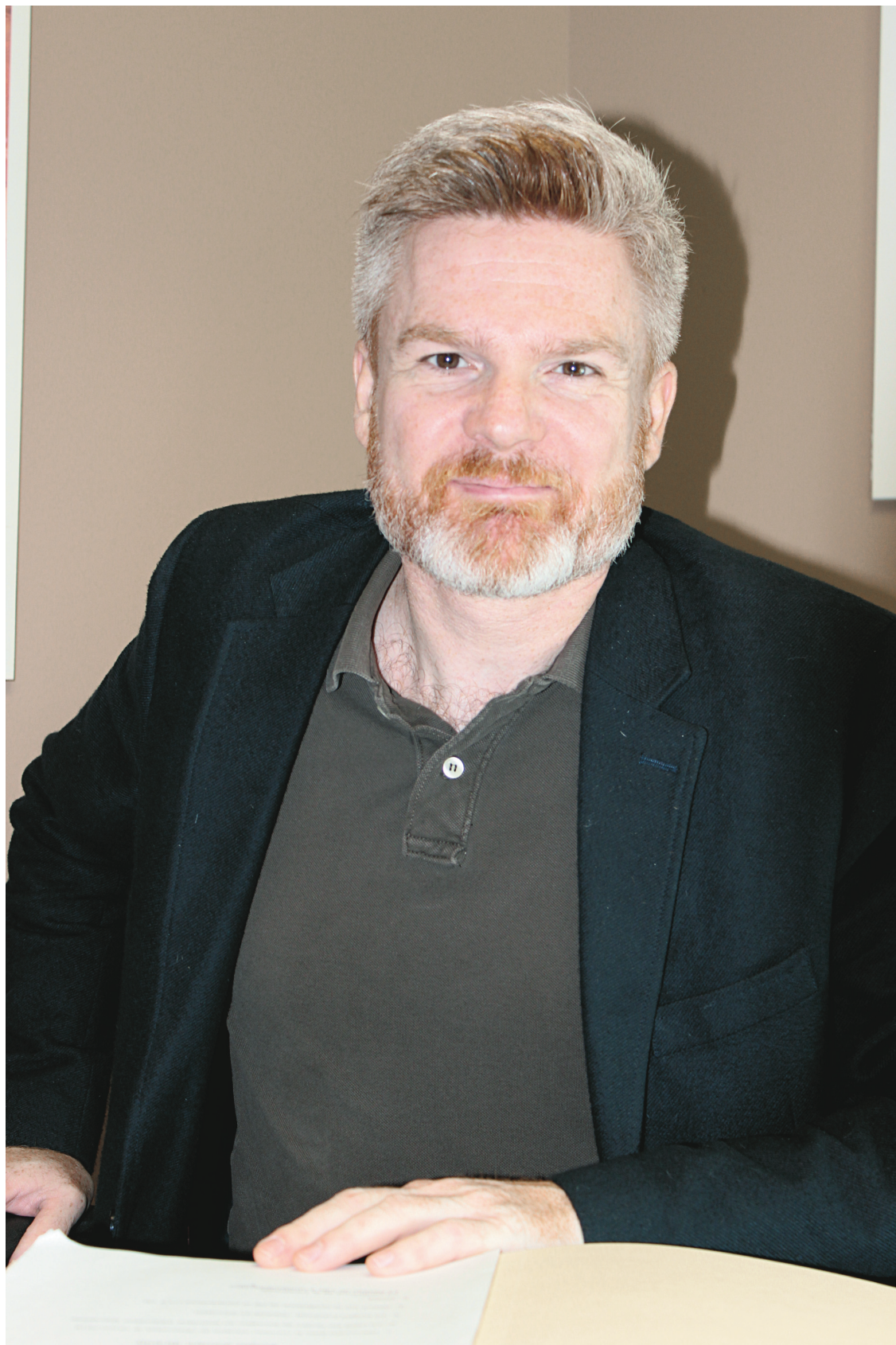
Mais c'est parfois frustrant, dit-elle, puisque l'aide que peuvent apporter les syndicats et la CSN n'est pas connue. «Nous travaillons donc avec nos syndicats afin d'établir de véritables dialogues avec les employeurs, explique-t-elle. Et on a fait un bout de chemin puisque, sur nos 38 syndicats, il y en a probablement une quinzaine qui se prévalent des services de MCE Conseils, ce qui signifie qu'il y a 15 collèges en difficulté financière.»

«Voyez-vous, le syndicalisme que nous prônons en est un d'ouverture au dialogue et très proactif, conclut-elle, afin de permettre aux écoles privées de survivre.»

Collaborateur
Le Devoir



FRANCE DESAULNIERS, FNEEQ
Caroline Quesnel, la vice-présidente du Regroupement privé de la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (CSN)



CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC
Stéphane Lapointe, le président de la Fédération du personnel de l'enseignement privé (CSQ)

JE, TU,
ELLE,
NOUS, VOUS,
ELLES

L'AVENIR SE CONJUGUE
AU FÉMININ



PORTES OUVERTES

Dimanche: 28 septembre
13h à 16h

Lundi: 29 septembre
13h30 à 15h

ÉCOLE PRIVÉE POUR FILLES OFFRANT UN
PROGRAMME BILINGUE ENRICHÉ (MAT - SEC V)

514.935.9352 poste 260
3233 The Boulevard, Westmount

LES FINISSANTES OBTIENNENT UN DIPLÔME D'ÉTUDES SECONDAIRES DU QUÉBEC



The Study

LE MONDE A BESOIN DE
FEMMES FORMIDABLES

thestudy.qc.ca
@thestudyschool

ÉCOLES PRIVÉES

ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES

« Nous agissons un peu comme des chiens de garde »

Si tout le monde s'accorde sur l'importance des associations de parents d'élèves, autant pour faire remonter à la direction les inquiétudes, les désaccords et les questionnements des parents que pour participer à des levées de fonds ou soutenir des événements, force est de constater que le recrutement de bénévoles n'est pas une mince affaire. Et ce, plus encore dans le milieu francophone que du côté anglophone.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

Jacques Marier quittera la présidence de l'association parents-maîtres du collège Villa Maria à la fin du mois après cinq années de bons et loyaux services au sein de son comité de direction. Par la force des choses, parce que sa fille ne fait plus partie de l'institution depuis la rentrée.

« Au départ, j'y suis allé de manière un peu égoïste, avoue-t-il. Je voulais participer aux débats, rencontrer les gens, être au courant des décisions prises et qui pourraient affecter les programmes et la vie scolaire de ma fille. Mais très vite, je me suis rendu compte que c'était important de s'impliquer. Car à notre façon, même si nous n'avons au final pas vraiment de pouvoir de décision, on peut avoir de l'influence en manifestant notre désaccord, en faisant part de nos inquiétudes. »

Ici, comme au Collège Mont-Saint-Louis, avec lequel *Le Devoir* s'est également entretenu, on parle de collaboration entre les associations de parents d'élèves et la direction des établissements.

« Elles agissent avant tout en tant que porte-parole des parents, note Sylvie Drolet, directrice générale du Collège Mont-Saint-Louis. Nous nous rencontrons une fois par mois

et nous échangeons. Eux regroupent les commentaires, accumulent les questions, pas sur l'administration de l'établissement, pas sur ce qui touche à la pédagogie, mais sur tout ce qui affecte le quotidien. Ensemble, nous cherchons comment améliorer notre milieu de vie. C'est très important, cette coopération, ajoute-t-elle. À la direction, nous ne pouvons pas tout voir. La clientèle évolue, les jeunes changent, les parents nous font des remarques sur des questions de règlements par exemple, qui parfois ne sont plus très adaptés. Nous sommes à l'écoute et nous prenons ensuite nos décisions. »

À Villa Maria, par exemple, depuis quelques années, les jeunes filles ont le droit de se vernir les ongles et de se maquiller. Un point de règlement qui a été modifié à la demande des parents d'élèves. Mais il arrive aussi que les requêtes soient rejetées.

« Les parents voulaient que nous ajoutions un châle à l'uniforme, raconte Chantal Rioux, directrice des services éducatifs. Certaines jeunes filles se plaignaient d'avoir parfois froid avant que nous rallumions le chauffage. Nous avons trouvé que ce n'était pas pertinent. En revanche, nous avons accepté qu'exceptionnellement, elles puissent apporter un vêtement qui ne fait pas partie de



Sylvie Drolet, la directrice générale du Collège Mont-Saint-Louis, avec des élèves

l'uniforme en cas de froid prématuré. Nous gérons toute sorte de petites choses comme ça. »

Des petites et des plus grandes. Ainsi, l'équipe de Jacques Marier a fait pression l'an dernier parce qu'elle avait reçu beaucoup de plaintes à l'encontre d'un enseignant.

« L'administration l'a rencontré et, cette année, il n'est plus là, constate-t-il. Heureusement, nous n'avons pas à gérer des affaires de ce type trop souvent! En revanche, nous sommes également fortement impliqués dans l'implantation de l'enseignement via les outils électroniques. Il y a trois ans, certains établissements ont commencé à en parler, et Villa Maria n'était pas du tout chef de file en la matière, raconte-t-il.

Nous avons poussé cette idée de manière régulière afin que le collège demeure compétitif. Au final, l'idée a fait son chemin au sein de la direction. L'an dernier, un projet pilote a été mis en place et cette année le programme iPad est implanté en 1^{er} secondaire. En somme, nous agissons un peu comme des chiens de garde. »

Un rôle qui n'attire pourtant pas les foules, même si, dans les deux collèges, l'année dernière a été particulièrement heureuse du point de vue du recrutement des bénévoles.

« À Mont-Saint-Louis, nous étions vingt-huit membres, presque un record, raconte le président Sylvain Caron. Mais le collège compte 1400 élèves, soit 2000 parents environ. Or,

aux assemblées générales, il y en a peut-être une centaine qui fait le déplacement... »

Outre l'association parents-maîtres, qui couvre le secteur francophone, à Villa Maria, il coexiste deux autres organisations, gérées, elles, par le secteur anglophone. Et ce sont elles qui d'une part attirent le plus de bénévoles, et d'autre part parviennent à lever le plus de fonds. Une réalité culturelle, selon Chantal Rioux et Jacques Marier, tous deux s'entendant sur le fait que le milieu anglophone est traditionnellement plus enclin à faire du bénévolat.

« Notons aussi que le côté francophone est très cosmopolite, avec une soixantaine de nationalités, ajoute M. Marier.

Nous avons des enfants qui sont ici parce que la loi les oblige à être dans le système éducatif francophone, mais dont les parents ne parlent pas un mot de français ou, du moins, ne sont pas à l'aise dans cette langue. Ça n'aide pas forcément à s'impliquer. »

Or, outre la cotisation annuelle versée de manière volontaire par les parents (douze dollars au Collège Mont-Saint-Louis et vingt-cinq à Villa Maria) et qui permet aux associations de financer des projets extrascolaires — trajet en bus pour aller voir une exposition, implantation d'un mur d'escalade, installation de fours à micro-ondes à la cafétéria, mise en place d'un laboratoire informatique, etc. —, les associations ont besoin de bénévoles pour mener des campagnes de financement et organiser ou animer des événements.

« Nous proposons notamment des conférences trois fois par an sur des sujets de nature à intéresser les parents, comme la consommation de drogues, la sexualité des adolescents ou encore l'orientation scolaire, note Sylvain Caron. Nous avons également un comité qui a mis en place une friperie afin que les parents puissent s'échanger des vêtements. Alors oui, toutes ces activités prennent du temps, admet le président, lui-même père de quatre enfants et occupant un travail à temps plein. Il n'y a pas de compétences particulières à avoir pour s'impliquer, à part celle de vouloir donner de son temps. Or, c'est ce qui manque le plus à la majorité des parents. »

Collaboratrice *Le Devoir*

SAINT NOM DE Gael

Portes ouvertes
Pensionnat du
Saint-Nom-de-Marie
20 septembre 2014, de 10 h à 15 h

Examens d'admission
4 et 5 octobre 2014

Une école sur mesure pour votre fille :

- École secondaire francophone privée pour jeunes filles
- Encadrement humain et rigoureux
- Programme d'Éducation internationale
- Profil Vie et monde
- Profils Musique-études et Danse-études (garçons et filles)
- 25 équipes sportives féminines (incluant le cheerleading)
- Cours d'anglais langue maternelle
- Séjours culturels d'immersion linguistique de 4 mois en Espagne
- Service de résidence scolaire

À deux pas du métro



Édouard-Montpetit



Suivez-nous sur Facebook!



628, chemin de la
Côte-Sainte-Catherine,
Outremont, H2V 2C5

psnm.qc.ca

SAINT
NOM
DE
MARIE

Le Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie est titulaire d'un permis d'enseignement en formation générale au secondaire. L'enseignement, dispensé en français, est sanctionné par les examens du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et conduit à l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

ÉCOLES PRIVÉES

AIDE AU TRANSPORT SCOLAIRE

Les coupes font très mal aux écoles en région

Aujourd'hui, dans un contexte économique difficile, dans un monde où la compétition est féroce, les écoles privées tentent de se réinventer. Dans les grandes villes, les écoles vivent depuis longtemps avec cette réalité, mais en région l'urgence est criante. Si certaines relèvent le défi haut la main, d'autres doivent se retrousser les manches pour éviter le pire et n'y réussissent pas toujours. Petit survol de l'enseignement privé en région.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Partout au Québec les élèves ont repris le chemin de l'école sous le signe de l'austérité, et les dernières compressions dans le transport scolaire ont fait très mal aux écoles privées en région, qui dépendent grandement des fameux autobus jaunes: « Leur financement s'en trouve grandement déstabilisé parce que ces coupes viennent hausser de manière substantielle les coûts », précise Jean-Marc St-Jacques, directeur de la Fédération des établissements d'enseignement privés, la FEPEP.

C'est à la fin de la dernière année scolaire que le couperet tombe: le transport scolaire subira des coupes étalées sur une période de trois ans. Cette directive a été mise en place à la rentrée. Le dossier est complexe puisque certaines subventions pour le transport sont administrées par les commissions scolaires, qui partagent alors le service avec le privé et le lui facturent par la suite pendant qu'ailleurs, c'est le privé qui organise seul le transport de ses élèves. M. St-Jacques réagit fortement à cette mesure: « En fin de compte, nous n'aurons plus de transport assuré, dans la perspective où les commissions scolaires choisiront de ne plus partager le service, ce qui coûtera beaucoup plus cher aux parents, et ça finira aussi par coûter beaucoup plus cher aux commissions scolaires si celles-ci doivent assumer seules les frais de gestion des contrats de transport. » Quand on songe aux écoles privées en région, dont la clientèle s'étale sur de vastes territoires, le problème est d'autant plus difficile à administrer cette année, mais il deviendra un véritable casse-tête pour les deux années à venir.

Pourtant le transport scolaire n'est pas le seul souci des directions d'établissements pri-

vés en région. Celui-ci vient s'ajouter à une longue liste de coups durs qui sont venus, au fil des ans, fragiliser ces écoles. « En région, les établissements portent une histoire patrimoniale, pas seulement pour l'intérêt de leur bâtiment, mais pour l'œuvre qu'ils accomplissent », explique Jean-Marc St-Jacques, lui-même clerc de Saint-Viateur, et qui donne l'exemple de sa communauté qui a ouvert des écoles en Abitibi, sur la Côte-Nord et en Gaspésie: « C'était notre mission, alors on utilisait une partie des revenus du collège Bourget qui étaient supérieurs pour financer les écoles en région. » Aujourd'hui, ces mêmes écoles sont des organismes à but non lucratif. L'entretien de ces belles bâtisses patrimoniales coûte cher et la clientèle s'effrite encore plus rapidement que les plâtres sur les murs.

Dans les années 1970, lorsque la courbe démographique a commencé à s'inverser, ce sont les établissements en région qui ont été les plus touchés en voyant leurs inscriptions chuter dramatiquement. Depuis plusieurs années déjà, les écoles doivent inventer des projets pour élargir leur fourchette de services afin de se rendre plus attrayantes et aller chercher de nouvelles formes de financement. À cette clientèle qui n'est pas toujours au rendez-vous, on doit ajouter le phénomène de la relève institutionnelle.

Entamée depuis la fin des années 1960 et se poursuivant encore aujourd'hui, la relève institutionnelle est un processus qui vise la cession de la propriété des établissements d'enseignement privés des communautés religieuses à des organismes laïcs à but non lucratif. « Parfois, les communautés religieuses ont des besoins financiers plus grands qu'avant et elles doivent hausser leur prix de vente », explique M. St-



COLLÈGE NOTRE-DAME DE RIVIÈRE-DU-LOUP

Un grand sentiment d'appartenance

Le collège Notre-Dame de Rivière-du-Loup est en fait l'établissement qui a remplacé ce qu'on appelait à une époque l'externat classique. Il est né à la fin des années 1960 avec les refontes en éducation, lorsque les parents ont souhaité garder une institution privée dans la région.

« Au début des années 1990, notre clientèle potentielle, soit les élèves de sixième année, s'élevait à près de 800 jeunes. On se retrouve en 2013 avec moins de 300 élèves », explique Guy April, le directeur général du collège. À son arrivée au poste de directeur en 1986, il y avait 560 élèves; au-

jourd'hui, l'école en compte 455. Pour réussir à garder un aussi grand nombre d'élèves, il a fallu explorer de nouvelles avenues afin de faire remonter les inscriptions.

Avec sa vaste expérience des volets sportif et culturel mis en place depuis une dizaine d'années, le collège a inauguré l'an dernier un programme sciences-études en partenariat avec les industries locales. « Avec les professeurs, on a développé une formule particulière, où les élèves sortent du collège, où ils vont découvrir ce qu'est la science, mais sans les obliger à suivre plus de cours », explique Guy

April. Rapidement, des firmes comme Premier Tech en biotechnologie, Prelco, spécialisée en vitrage, l'Institut agroalimentaire de La Pocatière et le laboratoire de biométhanisation du cégep ont participé au projet qui permet aux jeunes d'aborder la science dans un contexte on ne peut plus concret à l'aide de stages d'observation, de création de capsules Web, de projets d'exposciences, et de participation à des projets de recherche ou d'innovation.

Non seulement un programme comme celui-là est-il stimulant pour les jeunes, mais ce partenariat permet

aussi la rétention des « jeunes cerveaux » dans la région puisque dès la fin de leurs études secondaires, les élèves connaîtront intimement les entreprises de la région. De leur côté, les futurs employeurs sont heureux de pouvoir embaucher des résidents de la région puisque ceux-ci sont susceptibles de vouloir y rester. « Ici, il y a un grand sentiment d'appartenance à la région, et qu'un élève puisse se dire qu'un jour il pourra y gagner sa vie vient encore renforcer ce sentiment. On peut s'éloigner du fleuve, mais le fleuve nous rattrapera toujours. »

Jacques. Il ne faut pas oublier que ces ententes représentent souvent pour les communautés religieuses le seul et unique fonds de pension qu'elles auront jamais. Toutefois, les montants demandés peuvent parfois représenter de trop grandes sommes pour le nouvel organisme mis en place, et les frais d'entretien des meubles ne font que contri-

buer à la santé précaire de certains établissements.

Le Juvénat Saint-Louis-Marie de Saint-Guillaume est un des derniers exemples de fermeture auxquels on a assisté dans les dernières années. Baisse de la clientèle et augmentation constante des frais d'exploitation ont eu raison de cette petite école. « Ces fermetures ont fait dire aux membres de la

FEPEP qu'il fallait s'alerter plus rapidement et voir si des partenariats ne seraient pas possibles ». Cette solution a été mise en place par le Collège Letendre, à Laval, qui a soutenu le collège Boisbriand et l'Académie Laurentienne pour que tous deux puissent traverser leurs difficultés financières.

« Il y a des avenues à inventer pour les petites écoles en région. »

Pour la plupart des écoles, on a réussi à maintenir une stabilité et ça fonctionne dans la majorité des écoles, mais si on continue à nous attaquer via les coupes en transport et autres, je ne sais pas ce que les écoles vont pouvoir faire », conclut Jean-Marc St-Jacques.

Collaboratrice
Le Devoir

FAIRE NAÎTRE DES PASSIONS

- DEPUIS 375 ANS -

Fédération des établissements d'enseignement privés

Savoir réussir

DÉCOUVREZ L'ÉCOLE DE VOTRE CHOIX
AnnuaireFeep.comPortes ouvertes
Samedi le 18 octobre 2014Résidence scolaire et externat anglophone mixte de la 1^{re} à la 5^e secondaire et la 12^e année

- > Certificat d'admissibilité à l'enseignement en anglais non requis
- > Environ 1\$ million en bourses d'études et aide financière disponible
- > La 12^e année : une alternative au CEGEP

Bishop's College School
80, chemin Moulton Hill
Sherbrooke (Québec) J1M 1Z8
Numéro sans frais 1-877-570-7542
admissions@bishopscollegeschool.com

Mène à l'obtention du diplôme d'études secondaires du Québec et de l'Ontario

www.bishopscollegeschool.com

fneeq 
CSN

Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec

Une fédération
qui nous rassemble!



www.fneeq.qc.ca

 FneeqCSN

 FneeqCSN

ÉCOLES PRIVÉES

Séparer les filles des garçons, une façon parmi d'autres pour apprendre... et aimer l'école

ANDRÉ LAVOIE

« Les garçons apprennent différemment des filles », affirme sans détour Patrick L'Heureux, responsable des services à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire à la Fédération des établissements d'enseignement privés. Directeur d'école pendant une vingtaine d'années, explorant depuis longtemps les moyens d'assurer la réussite scolaire des garçons, entre autres grâce à la lecture, il est profondément convaincu que le milieu scolaire n'a pas le choix d'être à l'écoute des besoins spécifiques de la clientèle masculine, surtout devant le phénomène inquiétant du décrochage.

Est-ce que la solution résiderait dans un retour à une séparation franche et nette des filles et des garçons à l'école? Est-ce que la mixité fait davantage partie du problème que de la solution? Patrick L'Heureux ne croit pas qu'il faille aller aussi loin. « Notre société ne voudrait pas revenir aux écoles séparées. De toute façon, les coûts de construction et de rénovation seraient trop élevés, souligne-t-il avec réalisme. Le secret, c'est le professeur devant la classe: c'est à lui d'adapter sa pédagogie, mais il faut qu'il soit formé et sensible à cette réalité. Je donne fort que le futur enseignant en entende parler pendant ses études à l'université. »

Même si la mixité est une chose depuis longtemps établie dans le paysage scolaire québécois, certaines institutions multiplient les expériences (ici une classe de mathématiques uniquement avec des garçons, là un cours d'éducation physique pour filles seulement), tandis que d'autres continuent de faire le choix total et complet de la non-mixité. Et elles ne semblent pas s'en porter plus mal.

Nathalie Marceau, directrice générale du Collège du Mont-Sainte-Anne, à Sherbrooke, est particulièrement fière de décrire son institution comme la seule école secondaire francophone encore et toujours exclusivement pour garçons, alors que tant d'autres ont finalement décidé d'aller du côté de la mixité. Cette constance, l'institution l'affiche depuis sa fondation en 1948, et Nathalie Marceau n'entend pas y déroger, tout aussi convaincue que Patrick



PHOTOS COLLÈGE DU MONT-SAINTE-ANNE

Alors que tant d'autres ont finalement décidé d'aller du côté de la mixité, le Collège du Mont-Sainte-Anne, à Sherbrooke, est la seule école secondaire francophone encore et toujours exclusivement pour garçons.

L'Heureux des différences d'apprentissage entre filles et garçons. « Pour nous, c'est une conviction profonde: garçons et filles, même potentiel, même intelligence, affirme la directrice. Par contre, la façon d'apprendre et de fonctionner est différente. »

Aux partisans de l'égalitarisme à tous crins, Nathalie

travail écrit, on a plus de chances de l'obtenir bien faite. Ces petites choses amènent les garçons à être plus réceptifs, et ça ne coûte pas plus cher. »

Une autre dynamique

À ceux et celles qui considèrent qu'un environnement uniquement masculin les coupe de manière trop brutale avec

Si cette dynamique a un impact bénéfique sur les garçons selon Nathalie Marceau, il en serait de même pour les filles, elles qui peuvent choisir parmi un plus grand nombre d'écoles privées non mixtes. Certaines auraient d'ailleurs pu croire que le Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie, à Outremont, avait décidé de céder à la mixité, car cette institution accepte des garçons depuis 2000 dans son programme d'années études, en collaboration avec l'École supérieure de ballet, et depuis 2012 dans le programme musique-études, en partenariat avec l'École Vincent-d'Indy. Il ne s'agit toutefois pas d'une révolution pour cette institution « qui accueille des filles depuis 109 ans et qui le fait très bien », selon Yves Petit, directeur général du Saint-Nom-de-Marie.

Les garçons y sont en infime minorité: 18 en tout, soit neuf par programme, pour une population étudiante de 1800... filles. Ne se sentent-ils pas un peu à l'étroit? « Ils sont très

conscients de ne pas étudier dans une école mixte, et ils choisissent d'abord un programme, souligne Jessika Valence, directrice des services pédagogiques. Et nos professeurs voient la différence selon qu'ils enseignent dans une classe mixte ou non mixte. » La présence des garçons change-t-elle la dynamique? « Les groupes sont beaucoup plus petits, l'ambiance n'est donc pas la même », souligne Jessika Valence. Et pour Yves Petit, un autre élément s'avère déterminant: « Ils sont tous réunis par une passion artistique commune, souvent depuis le primaire. Ça crée une grande solidarité, et beaucoup de motivation, car le programme scolaire est concentré l'avant-midi pour leur permettre d'apprendre leur discipline l'après-midi. »

Pour Patrick L'Heureux, c'est sans doute là que réside la clé de la réussite, pour les garçons comme pour les filles, et non pas strictement sous l'angle de la seule mixité. « On ne dira jamais assez à quel point les élèves doivent bouger, et que les récréations sont importantes. Si l'école primaire offrait davantage d'éducation



Nathalie Marceau, directrice générale du Collège du Mont-Sainte-Anne, à Sherbrooke

physique et d'activités parascolaires, ça serait vraiment motivant pour les garçons, et le taux de décrochage serait moins élevé au niveau secondaire. Ce n'est pas pour rien que de plus en plus d'écoles offrent des programmes sports-études. Malheureusement, encore trop de gens considèrent l'école comme une simple boîte à cours. »

Collaborateur
Le Devoir

« Si l'école primaire offrait davantage d'éducation physique et d'activités parascolaires, ça serait vraiment motivant pour les garçons, et le taux de décrochage serait moins élevé au niveau secondaire »

Marceau tient à exposer certains constats. « Les garçons fonctionnent beaucoup en termes de "pourquoi". Ils questionnent la pertinence de ce qui est fait, alors que les filles vont davantage vers le "comment": comment faire sa présentation, sa rédaction, etc. Les filles ont la capacité de suivre une procédure, c'est plus facile pour elles. Les garçons doivent se faire expliquer le fondement des choses; une fois qu'ils ont compris, ils vont embarquer. Si on explique à un garçon pourquoi on demande une page titre pour un

l'autre moitié du monde, Nathalie Marceau a déjà bien préparé ses arguments. « Au secondaire, c'est l'éveil à la sexualité et le développement de l'identité; les gars veulent plaire aux filles, c'est normal, mais à l'école, ils n'ont pas cette préoccupation. Il faut dire aussi qu'ils préfèrent la compétition entre garçons, car c'est plus facile de perdre quand il n'y a pas de filles autour... Entre eux, l'envie de se dépasser est beaucoup plus grande, et ils ont beaucoup d'autres occasions de fraterniser avec les filles. »

collaboration avec l'École supérieure de ballet, et depuis 2012 dans le programme musique-études, en partenariat avec l'École Vincent-d'Indy. Il ne s'agit toutefois pas d'une révolution pour cette institution « qui accueille des filles depuis 109 ans et qui le fait très bien », selon Yves Petit, directeur général du Saint-Nom-de-Marie.

Les garçons y sont en infime minorité: 18 en tout, soit neuf par programme, pour une population étudiante de 1800... filles. Ne se sentent-ils pas un peu à l'étroit? « Ils sont très

« Nous sommes heureux au Collège Mont-Saint-Louis »

Parce qu'ils ont des cours riches en contenu, parce qu'ils s'impliquent dans la vie étudiante, parce qu'ils peuvent s'exprimer et créer, les élèves du Collège Mont-Saint-Louis appartiennent à une communauté où il fait bon grandir.



Olivier a remporté le Nelligan de la vie étudiante en athlétisme.



Ananda joue au flag-football, elle participe à Secondaire en spectacle et joue au volley-ball.



JOURNÉE « PORTES OUVERTES » : LE SAMEDI 20 SEPTEMBRE DE 9 H À 14 H

EXAMEN D'ADMISSION : LE SAMEDI 4 OCTOBRE DE 9 H À 12 H ET LE DIMANCHE 5 OCTOBRE DE 9 H À 12 H

POUR INSCRIRE VOTRE ENFANT : WWW.MSL.QC.CA

Collège privé mixte d'enseignement secondaire, 1700, boulevard Henri-Bourassa Est, Montréal (Québec) H2C 1J3



ÉCOLES PRIVÉES



ÉCOLE SAINT-JOSEPH

La vaste majorité des élèves optent pour le cheminement régulier, cinq années d'études secondaires assorties de la couleur toute particulière de l'École Saint-Joseph: une importance accrue pour les arts et les sports.

La directrice Simone Leblanc ne le cache pas: «Certains élèves nous arrivent du niveau primaire avec des lacunes importantes sur le plan scolaire.» C'est surtout à eux que s'adresse le programme d'enseignement personnalisé.

PÉDAGOGIE DIFFÉRENCIÉE

Un même diplôme mais des rythmes différents



ROBERT GOSSELIN

Simone Leblanc, la directrice de l'école Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe

Est-ce que tous les élèves sont égaux devant les programmes du ministère de l'Éducation du Québec? Apprennent-ils tous au même rythme et décodent-ils tous de la même manière les connaissances à assimiler pour réussir les fameux examens de fin d'année qui en terrorisent plusieurs? Tous les enseignants vous le diront: peu importe le niveau, une classe, et encore plus une école, est rarement homogène, d'où l'importance d'adapter son discours et ses méthodes en fonction des divers éléments qui la compose. Place à la pédagogie différenciée.

ANDRÉ LAVOIE

En 1953, les religieuses de Saint-Joseph n'avaient sûrement pas cette expression à l'esprit lorsque la congrégation fonda l'École secondaire Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe. Or, elles comprenaient déjà très bien que les besoins des élèves étaient différents, et que des considérations sociales, économiques et intellectuelles pouvaient se révéler de sérieux handicaps à leur éducation. D'où la mise en place de mesures particulières pour assurer à tous un enseignement de qualité, livré à un rythme respectant le potentiel et les limites de chacun. Limites qui n'étaient parfois que financières.

Cette école toujours catholique pour garçons et filles est maintenant dirigée par des laïcs, mais la direction n'a pas dérogé d'un iota à l'esprit des fondatrices quant à l'importance d'une formation adaptée, à plusieurs vitesses, et surtout pas élitiste. Pourtant, n'est-ce pas un qualificatif depuis toujours associé à l'école privée? Ne répétez pas à cela à Simone Leblanc, directrice générale de l'École secondaire Saint-Joseph, elle qui avoue «grimper dans les rideaux» quand elle entend ce genre d'affirmations. «Ce n'est pas la réalité de notre école, et ce n'est surtout pas ce en quoi nous croyons», déclare de manière catégorique

cette ancienne enseignante en biologie.

Dans cette institution qui accueille 1360 élèves, en majorité des Maskoutains mais aussi des jeunes de la banlieue montréalaise ou encore de Sorel, certains optent pour l'aventure exigeante du programme d'éducation internationale, véritable passeport pour devenir un citoyen du monde. Ce n'est pourtant pas la seule porte d'entrée de cette institution, «ouverte à toutes les clientèles, autant les élèves les plus performants que ceux pour qui apprendre est plus difficile», souligne Simone Leblanc.

La vaste majorité des élèves optent bien sûr pour le cheminement régulier, cinq années d'études secondaires assorties de la couleur toute particulière de l'École Saint-Joseph: une importance accrue pour les arts et les sports. Pour d'autres, ce cheminement représente le plus souvent un véritable parcours du combattant, une course à obstacles, voire même une potentielle répétition de la série d'échecs douloureusement vécue à l'école primaire. «Tout cela joue beaucoup sur l'estime de soi», rappelle Simone Leblanc. «Peu importe notre cheminement, vous comme moi, nous avons tous besoin de vivre des petits succès.»

C'est justement pour en vivre, et bien plus qu'un, que près de 350 élèves sont inscrits dans les programmes adaptés de l'École Saint-Joseph, certains souffrant de dyslexie, de déficit d'attention, ou n'assimilant tout simplement pas à la même vitesse que les autres les contenus de certaines matières de base. Deux voies sont alors envisagées: le programme d'enseignement personnalisé, ou alors le programme d'aide à la réussite.

Simone Leblanc ne le cache pas: «Certains élèves nous arrivent du niveau primaire avec des lacunes importantes sur le plan scolaire.» C'est surtout à eux que s'adresse le programme d'enseignement personnalisé, parcours dont la principale caractéristique est l'allongement du premier cycle du secondaire, qui compte normalement deux années. «Ce n'est pas du tout un cours parallèle», précise la directrice. «Ça permet d'abord de revenir sur certaines notions mal maîtrisées au primaire, et ensuite

de répartir les connaissances et les compétences sur trois ans. Cette année supplémentaire fait en sorte qu'ils sont vraiment prêts à passer au second cycle.»

En ce qui concerne le programme d'aide à la réussite, ceux qui y adhèrent ont la chance d'apprendre au sein de groupes comptant au maximum 25 élèves. Mais c'est surtout l'importance accordée aux trois matières de base (français, anglais, mathématiques) qui fait souvent toute la différence pour ces adolescents nécessitant un soutien particulier.

Devant cette abondance de groupes aux besoins distincts, aux cheminements différents, on peut se demander si, à l'intérieur d'une même école, tout cela ne crée pas une certaine forme de cloisonnement, ou d'ostracisme. Selon Simone Leblanc, il n'en est rien. «On leur fait bien comprendre qu'il s'agit d'un privilège d'être accepté dans un de ces programmes», précise la directrice. «Ce que l'on veut, c'est qu'ils réussissent, et on valorise beaucoup l'effort, même si la société ne nous aide pas toujours en ce sens-là... D'ailleurs, nos programmes sont perméables: au cours d'une année, si un élève classé comme étant en difficulté réussit bien, il peut intégrer le programme régulier.»

Celle qui dirige les destinées de l'École Saint-Joseph depuis cinq ans, et œuvre au sein de son administration depuis près de 20 ans, souligne que ce travail ne peut être accompli sans la dévotion des enseignants, accompagnant les élèves de divers programmes au cours de la même année scolaire. La souplesse constitue d'ailleurs une des grandes qualités du corps professoral, devant une génération d'élèves qui a bien changé par rapport aux précédentes, «surtout avec l'omniprésence des nouvelles technologies», admet Simone Leblanc. «Ils apprennent — et désapprennent! — sur Internet», enchaîne la directrice. «La technologie, c'est un outil, on essaie d'être de notre temps, mais il faut surtout aimer les jeunes, les motiver, et leur faire comprendre qu'un diplôme, c'est un passeport pour la liberté.» Peu importe la distance et la difficulté des chemins empruntés pour l'obtenir.

Collaborateur
Le Devoir



PORTES
OUVERTES

14 sept. 2014
12 h 30

ESSJ EN FÊTE!

19 sept. 2014
8 h

EXAMENS DE
CLASSEMENT

27-28 sept. 2014
8 h 30 à 12 h

2875, avenue Bourdages Nord
Saint-Hyacinthe (Québec)
J2S 5S3 • 450 774-3775

Visitez notre
site Internet au :
www.essj.qc.ca

ÉCOLE SECONDAIRE
SAINT-JOSEPH
DE SAINT-HYACINTHE

ÉCOLES PRIVÉES

CHOISIR SON ÉCOLE

Les éléments à surveiller lors des portes ouvertes

Pratiquement chaque école privée a maintenant sa journée portes ouvertes automnale pour les parents à la recherche du milieu scolaire idéal pour leurs enfants. Voici quelques pistes de réflexion pour vous recentrer sur l'essentiel afin de faire un choix éclairé lors de cet événement.

MARTINE LETARTE

Il n'y a pas si longtemps, on envoyait son enfant à l'école secondaire correspondant à son code postal. Point final. Maintenant, les familles ont de longues discussions concernant le choix de l'école, elles parcourent le site Internet de plusieurs établissements et assistent à des journées portes ouvertes. Pour Roch Chouinard, professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal et responsable de l'Équipe de recherche «*motivation scolaire et gestion de classe*», il est normal que le choix soit plus embêtant qu'avant puisque les familles, surtout en milieu urbain, se retrouvent aujourd'hui face à un grand choix d'écoles très diversifiées.

À ses yeux, voici la grande question à se poser lorsqu'on se penche sur une école : est-ce que mon enfant sera capable de satisfaire ses besoins psychologiques de base dans cet environnement ?

«*Dans la littérature scientifique, les auteurs s'entendent sur trois besoins psychologiques principaux à combler : l'estime de soi, l'affiliation et l'autonomie*», énumère le chercheur.

L'estime de soi

«*Un garçon pas du tout sportif aura beaucoup plus de difficulté à assouvir son besoin d'estime de lui dans une école où il y a un gros programme de sport-études, explique M. Chouinard. S'il aime le théâtre, qu'il est bon et qu'il se réalise dans cette activité, il développerait plus facilement une bonne estime de lui dans une école avec une option théâtre. Ce n'est pas parce qu'un voisin a très bien réussi dans une école que c'est une garantie que c'est le milieu idéal pour son enfant. Chaque école est différente, chaque enfant est différent, et on cherche à trouver une école complémentaire aux caractéristiques de son enfant.*»

On peut réaliser une première sélection d'écoles en fonction de leurs grandes orientations. Pour aider les parents dans cette première étape, l'organisation Our Kids organise son ex-

position annuelle au Centre Mont-Royal dans le centre-ville de Montréal le 14 septembre, avec plus de 30 directions d'école présentes.

«*Il existe énormément de types d'écoles et notre exposition permet d'en découvrir plusieurs pour ensuite en choisir quelques-unes à visiter*», indique Agatha Stawicki, éditrice du site Internet Our Kids, où on trouve de l'information sur des écoles privées canadiennes.

L'affiliation

Pour répondre à son besoin d'affiliation, le jeune doit se sentir accueilli, puis développer des relations chaleureuses avec les autres jeunes de l'école et avec les adultes.

«*Il faut regarder si l'école semble bien prendre soin de ses élèves, affirme Roch Chouinard. Vers 12, 13, 14 ans, les enfants ont particulièrement besoin de relations humaines chaleureuses. Les professeurs doivent avoir à cœur la relation qu'ils développent avec les élèves. C'est très important pour permettre aux jeunes de développer un sentiment d'appartenance.*»

Il conseille notamment de vérifier l'offre d'activités parascolaires où l'enfant pourra faire du réseautage avec les autres élèves et la taille de l'école.

«*Une très grande école où l'enfant aurait le sentiment d'être noyé dans la masse pourrait être difficile pour l'affiliation*», indique M. Chouinard, également vice-recteur adjoint aux études supérieures et doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales.

Agatha Stawicki conseille aussi aux parents de rencontrer la direction et les professeurs pour leur poser des questions sur la culture de l'école et la qualification des professeurs.

«*Il est important de voir ce qu'on leur offre comme formation continue, et on demande aussi combien il y a d'élèves par classe*», précise-t-elle.

Avant le choix final, Agatha Stawicki suggère de réaliser une deuxième visite à l'école dans un contexte où l'enfant aura l'occasion d'interagir avec les élèves.

«*Lors d'une activité parascolaire, par exemple, ou en intégrant dans une classe pour une demi-*



UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Aux yeux de Roch Chouinard, professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal et responsable de l'Équipe de recherche «*motivation scolaire et gestion de classe*», voici la grande question à se poser lorsqu'on se penche sur une école : est-ce que mon enfant sera capable de satisfaire ses besoins psychologiques de base dans cet environnement ?

«*On peut demander à la direction d'une école le pourcentage de leurs finissants qui ont*

poursuivi leurs études dans leur premier choix de cheminement, affirme Agatha Stawicki. *C'est plus important que de seulement savoir le pourcentage de finissants qui ont fréquenté l'université.*»

Enfin, l'école doit mettre en place des stratégies pour faciliter la transition des élèves entre le primaire et le secondaire.

«*Il faut aller au-delà de l'épluchette de blé d'Inde pour fêter la rentrée afin de s'assurer que les nouveaux élèves s'intègrent bien*», affirme Roch Chouinard.

Il explique qu'une transition mal réalisée a des conséquences.

«*Cela peut même mener à l'abandon des études des années plus tard*, affirme-t-il. *Si l'enfant ne satisfait pas ses besoins, il cherchera à les satisfaire et, pendant ce temps, il se décentrera de ses études et ses notes risqueront de diminuer. Si c'est le cas, il se trouvera moins bon, puis il commencera à compenser en accordant moins d'importance à l'école.*»

L'autonomie

Pour devenir autonome, l'adolescent doit participer aux prises de décisions qui le concernent. Rassurez-vous toutefois : cela ne signifie pas éliminer toute règle de conduite !

«*L'objectif est que l'adolescent développe de l'autocontrôle, et on y arrive en lui permettant de se responsabiliser à l'intérieur d'un cadre avec des limites claires à ne pas dépasser*, explique Roch Chouinard. *Trop de coercition ou pas assez nuit au développement de l'autonomie.*»

Cette règle s'applique aussi aux parents, qui ont avantage à impliquer leur enfant dans le choix d'école.

«*C'est vraiment une décision de famille*», affirme M. Chouinard.

Bien sûr, les parents doivent rapidement examiner la question budgétaire.

«*Il faut oser demander à la direction d'école ce qu'incluent les droits de scolarité et si d'autres frais s'ajoutent pendant l'année*, affirme Agatha Stawicki. *On peut aussi demander s'il y a possibilité d'obtenir une bourse d'études.*»

Sur le site de l'organisation Our Kids, on peut acheter son billet pour l'exposition à 10\$ au lieu de 20\$ pour la famille : www.schoolexpo.ca.

Collaboratrice
Le Devoir

JOURNÉE PORTES OUVERTES

Une école française à Montréal
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ MIXTE

SAMEDI 04 OCT 2014
10h à 15h

4635 CH. QUEEN-MARY
MONTRÉAL
METRO SNOWDON

BRANCHÉ SUR LE MONDE

4635, chemin Queen-Mary
Montréal Québec H3W-1W3
514 737-1177 - www.cimf.ca

expo
UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ.
CHOIX ILLIMITÉ.

D'ÉCOLES PRIVÉES
présentée par

BMO Harris Private Banking

DÉCOUVREZ PLUS DE 30 ÉCOLES PRIVÉES PARMIS LES MEILLEURES!

- Découvrez les meilleures écoles du préscolaire au secondaire
- Parlez avec les experts en éducation
- Obtenez toutes les informations et les coûts

14 septembre
Centre Mont-Royal, Montréal — 12h00 - 16h00

Obtenez 50% de rabais sur le prix des billets

www.schoolexpo.ca

Commanditaires

ÉCOLES PRIVÉES

Les 25 ans du collège Stanislas de Québec

Le collège Stanislas de Montréal fête son 75^e anniversaire en 2014; c'est désormais au tour du collège Stanislas de Québec de célébrer sa 25^e année d'existence. La différence d'âge est de 50 ans, certes, mais les traditions des deux établissements restent les mêmes.

BAHADOR ZABAHIYAN

« **O**n est une école avec un principe de rigueur dans l'apprentissage, on y intègre de nouvelles méthodes pédagogiques », explique le directeur des deux établissements, Philippe Warin, en cette semaine de rentrée scolaire. Et ce souci de rigueur est le même, que ce soit à Québec ou à Montréal.

M. Warin fait l'aller-retour entre les deux villes une quinzaine de fois par an dans le cadre de ses fonctions. Un de ces voyages s'est d'ailleurs fait dans un contexte plutôt particulier: il a participé à une course de relais, entre Québec et Montréal, organisée par le collège.

L'année dernière, des élèves et des employés sont partis de Montréal pour rejoindre Québec, une activité entourant le 75^e anniversaire de l'aile montréalaise du collège. « Des membres du personnel, des élèves, des parents même, des anciens sont venus courir », raconte M. Warin. Ils ont couru de Montréal à Québec sur le chemin du Roy, entre autres, qui conduisait vers Québec. Ils vont probablement revenir me voir bientôt pour essayer de remettre ce projet en selle. J'avoue que ce serait intéressant si ça pouvait devenir une tradition qui unirait les deux villes. »

Ouvert en 1989 avec une cinquantaine d'élèves en tout, le collège Stanislas de Québec a réussi à s'intégrer dans la région de la Capitale nationale, assure son directeur. Le collège, situé sur le chemin Sainte-Foy, regroupe présentement 420 élèves. En 25 ans, le nombre d'élèves a certes augmenté, mais il a connu une légère baisse ces deux dernières années. Le contexte économique explique peut-être la légère baisse d'inscriptions dans plusieurs collèges privés, avance le directeur.

Ce qui n'empêche pas Stanislas d'avoir des élèves issus de milieux bien différents, autant à Québec qu'à Montréal. « Parmi ceux qui envoient leurs enfants à Stan, il y a des présidents de compagnies et il y a des gens qui se servent la ceinture pour le faire, parce qu'ils croient en Stan », affirme M. Warin.

Cette diversité se reflète aussi dans le parcours de certains des anciens élèves de Stanislas, devenus des personnalités publiques. Parmi eux, l'homme d'affaires devenu député Pierre Karl Peladeau, l'ancien premier ministre péquiste Jacques Parizeau, l'ancien ministre libéral Raymond Bachand ou encore les membres du groupe funk montréalais Chromeo, Patrick Gemayel et David Macklovitch.

Zéro décrochage scolaire

C'est qu'il y a une réelle demande pour un enseignement basé sur le système français, qui intègre aussi des éléments du programme québécois, soutient M. Warin. Un des grands avantages de l'enseignement à la française, c'est que les élèves en ressortent avec une grande « culture générale », qui pourra servir quel que soit le domaine dans lequel ils étudieront ensuite, soutient M. Warin.

« Sur les deux campus, on a une tradition de qualité qui est du même niveau, avec le principe du programme français, auquel on ajoute des compléments », renchérit le directeur. À titre d'exemple, les élèves peuvent apprendre le latin, le grec, l'histoire et la géographie de manière approfondie.

Et la formule semble fonctionner. L'enjeu du décrochage scolaire est souvent d'actualité un peu partout au Québec, sauf peut-être au collège Stanislas, assure M. Warin. « Chez nous, il y a un zéro décrochage scolaire ! », assure-t-il. L'encadrement des élèves y est serré, et même parfois au cas par cas, lors des réunions trimestrielles de l'équipe pédagogique, appelées « conseils de classe ». Enseignants, membres de la direction et représentants des élèves passent ainsi en revue les dossiers de chaque étudiant.

En plus de l'encadrement, il y a l'aspect international de l'institution d'enseignement.

Collaborateur
Le Devoir



Les élèves du collège Stanislas lors du festival annuel Arts et culture, soutenu par Louise Allaire, directrice générale et artistique du théâtre jeunesse Les Gros Becs et marraine de l'événement.

Le collège Stanislas offre ainsi aux élèves dont les parents voyagent beaucoup, dans le cadre de leur travail par exemple, de pouvoir continuer leur cursus sans prendre de retard. En effet, Stanislas fait partie de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, qui compte 490 établissements implantés dans 130 pays. « C'est un principe d'ouverture sur le monde. Il y a quand même beaucoup de gens qui voyagent et qui peuvent être mutés dans un autre pays par la société pour laquelle ils travaillent », commente M. Warin.

Moins connu que le grand frère montréalais

Le collège Stanislas de Québec est un peu moins connu que celui de Montréal. « La réputation de Stan Québec n'est pas tout à fait au niveau de celle de Stan Montréal. 75 ans et 25 ans, ça ne marque pas de la même façon l'environnement et la société. À Québec, c'est encore assez récent dans l'esprit des gens », explique M. Warin.

Mais le collège Stanislas de Québec, avec plus de 400 élèves, a un aspect qui le distingue de son pendant montréalais, qui compte environ 2500 élèves: il y a plus d'espace. « Ça reste assez familial et très convivial. Il y a vraiment un espace de vie », souligne le directeur.

Le collège Stanislas de Québec n'a pas attendu son 25^e anniversaire pour s'agrandir. En 2012, l'institution a annoncé l'acquisition d'une partie de l'ancien collège Bellevue qu'elle occupait depuis 2003. La transaction, d'une valeur de 7,2 millions de dollars, a permis d'élargir l'espace disponible et d'accueillir plus d'élèves. Avec 160 600 pieds carrés disponibles, le collège compte notamment des salles de sports, une salle de spectacle de 400 places et une cafétéria.

Brébeuf
Un présent pour le futur

PORTES OUVERTES

Mercredi 24 septembre 2014
16 h à 21 h

EXAMEN D'ADMISSION POUR LA 1^{re} SECONDAIRE :
3 séances

- le samedi 4 octobre : 9 h et 14 h
- le dimanche 5 octobre : 9 h

Inscription obligatoire : www.brebeuf.qc.ca/examens

SECONDAIRE GARÇONS

COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF

Brébeuf poursuit sa tradition d'offrir aux garçons un environnement et un programme secondaire qui leur sont consacrés

1^{re} À 4^e SECONDAIRE (pour garçons seulement)

5^e SECONDAIRE (pour filles et garçons)

Programme d'études enrichi à tous les niveaux dans toutes les matières, avec un choix de trois profils :

- Langue et civilisation latines
- Concentration-sports
- International

SECONDAIRE FILLES

NOUVEAU PAVILLON VIMONT AU COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF

Un programme secondaire distinct pour les jeunes filles

1^{re} À 5^e SECONDAIRE (pour filles seulement)

Programme d'études enrichi à tous les niveaux dans toutes les matières, avec un choix de deux profils :

- Langue et civilisation latines
- International

COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (Québec) H3T 1C1

VISITEZ NOTRE NOUVEAU SITE WEB
www.brebeuf.qc.ca



Les élèves du collège Stanislas ont relevé le défi d'une course à relais entre Montréal et Québec. Ce grand moment de camaraderie a lancé les festivités du 25^e anniversaire du campus à Québec.

COLLÈGE STANISLAS